

M. Desmond Code (Leeds): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Transports? Songe-t-il à modifier les règlements sur l'exportation du cuivre afin de conserver au Canada les déchets de cuivre canadien et de parer ainsi à la pénurie dans ce domaine qui cause le congédiement de milliers d'ouvriers canadiens?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je sais que mes responsabilités sont nombreuses et variées, mais je ne crois pas que le cuivre soit l'une d'elles.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

SUDBURY (ONT.)—ON DEMANDE L'INTERVENTION DU MINISTRE DANS LA GRÈVE CONCERNANT LE NICKEL

[Français]

M. Gaétan J. Serré (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

A-t-il l'intention de faire des instances auprès des autorités compétentes en vue de mettre un terme à la grève qui sévit à Sudbury depuis plus de trois mois?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je pense que la réponse que donnait le très honorable premier ministre, il y a quelques moments, s'applique dans ce cas-ci également. Il s'agit de sa réponse au sujet des grèves dans les ports du littoral de l'Ouest.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPORTUNITÉ D'UN DÉBAT SUR LA RECONNAISSANCE DE LA CHINE COMMUNISTE

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures si la Chambre aura l'occasion de débattre la question de la reconnaissance de la Chine communiste au cours de la première partie de cette session?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne m'y opposerais certainement pas si l'opposition voulait soulever la question l'un des jours prévus.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le sujet peut s'avérer très important, le gouvernement ne pourrait-il pas, suivant le

ministre, se laisser convaincre d'ajouter l'un de ses propres jours au débat, ce qui nous donnerait deux jours pour étudier le sujet?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, bien sûr le sujet pourrait aussi être étudié pendant le débat actuel.

QUESTIONS OUVRIÈRES

CHURCHILL (MAN.)—LES BESOINS D'EMBAUCHE

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Travaux publics. Toutefois, comme cette question intéresse également le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, je pourrais peut-être la poser aux deux ministres. Je me demande si ces deux ministres songeraient à donner aux résidents de Churchill, Manitoba, aussi vite que possible un aperçu général de leurs besoins d'embauche à Churchill pour les deux prochaines années. Je pose cette question à cause de la réduction importante des projets de recherche américains à Churchill.

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je suis parfaitement au courant de la répercussion de l'état de choses à Churchill. Comme le député le sait, nous l'avions anticipée. Nous avons eu des discussions à ce sujet avec l'ancien et le nouveau gouvernement du Manitoba. Le premier ministre suppléant du Manitoba viendra ici la semaine prochaine et nous examinerons davantage la situation. Je suis heureux de signaler à la Chambre que l'ancien et le nouveau gouvernement du Manitoba ont accepté une certaine part de responsabilité au sujet de Churchill, ce qui est très encourageant. Nous chercherons une solution et j'espère que par la suite nous ferons une déclaration qui élucidera la situation dont s'inquiète mon honorable ami.

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'INSTITUTION D'UNE COMMISSION

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Transports? Ayant à l'esprit les derniers chiffres sur les accidents de la circulation au Canada, lesquels, selon le communiqué le plus récent, indiquent qu'on compte 5,000 Canadiens tués par an et 156,000 blessés, le ministre songe-t-il à faire appliquer la décision prise à ce sujet par son prédécesseur? Comme suite à cette décision, on aurait créé une commission publique chargée de s'occuper de toutes les questions de sécurité routière au Canada.